



COMPRENDRE
LES POLITIQUES
DE L'UNION
EUROPÉENNE

Énergie

Une énergie
durable, sûre
et abordable
pour les
Européens

Garantir un approvisionnement fiable en énergie à un prix abordable est l'un des plus grands défis auxquels l'UE est actuellement confrontée: intégrer davantage les politiques énergétiques européennes et parler d'une seule voix sur la scène internationale sont essentiels pour y parvenir.



COMPRENDRE LES POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

La présente brochure fait partie d'une série destinée à présenter le travail de l'UE dans ses différents domaines de compétence, les raisons qui la guident et les résultats obtenus.

Elle est disponible en ligne:

http://europa.eu/pol/index_fr.htm

<http://europa.eu/!Dq34WN>

Comment fonctionne l'Union européenne
12 leçons sur l'Europe

Europe 2020: la stratégie européenne en faveur de la croissance
Les pères fondateurs de l'Union européenne

Action pour le climat
Affaires étrangères et politique de sécurité
Affaires maritimes et pêche
Agriculture
Aide humanitaire et protection civile
Banque et finance
Budget
Commerce
Concurrence
Consommateurs
Coopération internationale et développement
Culture et audiovisuel
Douanes
Éducation, formation, jeunesse et sport
Élargissement
Emploi et affaires sociales
Énergie ✘
Entreprises
Environnement
Fiscalité
Frontières et sécurité
Immigration et asile
Justice, droits fondamentaux et égalité
Lutte contre la fraude
Marché intérieur
Politique régionale
Recherche et innovation
Santé publique
Sécurité alimentaire
Stratégie numérique
Transports
Union économique et monétaire et euro

SOMMAIRE

**Pourquoi l'Europe a besoin
d'une politique énergétique**
Des intérêts communs
dans un domaine stratégique. 3

Comment procède l'UE?
Une stratégie européenne
de l'énergie. 5

Les actions mises en œuvre
Responsabiliser les consommateurs
et stimuler le secteur de l'énergie. 9

Les travaux en cours
2020 et au-delà:
bâtir une union de l'énergie. 14

En savoir plus 16

Comprendre les politiques de l'Union européenne — Énergie

Commission européenne
Direction générale de la communication
Information des citoyens
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Manuscrit mis à jour en novembre 2014

Photo de couverture et en page 2:
© Digital Vision/Getty Images

16 p. — 21 × 29,7 cm
ISBN 978-92-79-42196-9
doi:10.2775/60354

Luxembourg: Office des publications de l'Union
européenne, 2015

© Union européenne, 2015
La reproduction est autorisée. Toute utilisation
ou reproduction des photos nécessite l'autorisation
préalable des détenteurs des droits d'auteur.

Pourquoi l'Europe a besoin d'une politique énergétique

Des intérêts communs dans un domaine stratégique

Éclairage, chauffage, transport ou production industrielle: l'énergie est essentielle pour les services indispensables au quotidien, tant pour les citoyens que pour les entreprises. Mais les réserves de combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) de l'Europe ne sont pas inépuisables. Elles doivent être bien gérées, en attendant de pouvoir exploiter de nouvelles sources d'énergie. L'Europe consomme et importe de plus en plus d'énergie. Les pays de l'Union européenne (UE) ont bien compris l'intérêt d'une action coordonnée dans ce domaine hautement stratégique. Ils ont donc adopté des règles communes et concentré leurs efforts pour garantir un approvisionnement en énergie à un prix abordable, tout en polluant le moins possible.



D'énormes moyens techniques, logistiques et financiers sont nécessaires pour produire l'énergie et la transporter jusqu'au consommateur.

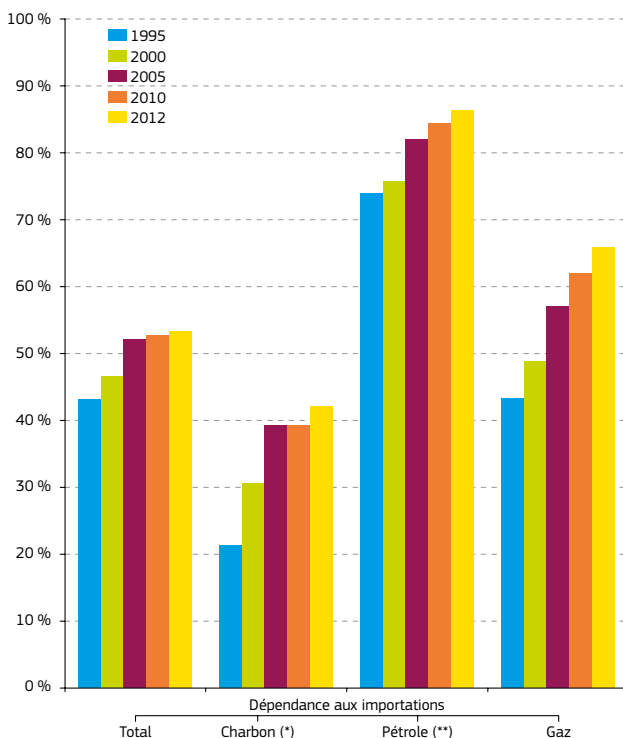
Un secteur complexe

Allumer son ordinateur ou démarrer sa voiture sont des actions qui semblent aller de soi, mais qui sont pourtant le résultat d'un processus complexe. Il faut tout d'abord

extraire des ressources énergétiques de la terre, comme le gaz, le pétrole et le charbon. Le bois peut également être transformé en chaleur, et de l'électricité peut être générée à partir du vent, de l'eau et des rayons du soleil par des éoliennes, des barrages et des panneaux solaires. Cette énergie doit ensuite être transportée, parfois à travers des continents ou sous la mer, jusqu'à l'endroit où elle sera consommée. Il faut pour cela des installations capables d'assurer un approvisionnement énergétique en continu pendant plusieurs dizaines d'années. D'énormes moyens techniques, logistiques et financiers entrent donc en jeu.

L'énergie est un secteur stratégique, car nous ne pouvons pas nous en passer. Elle est indispensable pour s'éclairer, se protéger du froid et transporter des personnes et des marchandises, mais elle est aussi à la base de tous les secteurs économiques — agriculture, industrie et services — de même que du progrès scientifique. Notre mode de vie nécessite d'énormes quantités d'énergie qui génèrent de la pollution (air, eau, sols et climat), dont il faut réduire le plus possible l'impact.

IMPORTATIONS DE COMBUSTIBLES FOSSILES DE L'EU-27 (1995-2012)



(*) Lignite inclus.

(**) Produits pétroliers inclus.

Le premier importateur mondial

L'Europe dépend du reste du monde pour son approvisionnement en énergie. L'Union européenne, deuxième puissance économique mondiale, consomme un cinquième de l'énergie produite dans le monde, mais possède très peu de réserves propres. Heureusement, le portefeuille — que l'on appelle «bouquet énergétique» — est très diversifié en Europe: des nombreux barrages en Autriche, des mines de charbon en Pologne et des centrales nucléaires en France aux forages pétroliers en mer du Nord et aux gisements de gaz au Danemark et aux Pays-Bas, aucun des pays européens ne ressemble à un autre, et c'est une bonne chose. À condition, bien entendu, que lesdits pays coopèrent pour tirer pleinement parti de leur diversité.

La dépendance énergétique européenne a des conséquences considérables sur notre économie. Nous achetons notre pétrole aux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à la Russie, et notre gaz à l'Algérie, à la Norvège et à la Russie. Cela représente un coût annuel de plus de 350 milliards d'euros qui ne cesse d'augmenter. Nous n'avons pas le choix: les pays européens doivent être efficaces, se fixer des objectifs ambitieux et coopérer pour pouvoir diversifier leurs sources d'énergie et leurs voies d'approvisionnement.

Les contraintes climatiques

Des experts renommés ont démontré le coût exorbitant du changement climatique si le monde ne parvient pas à réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Cela concerne directement le secteur de l'énergie, dont plus de 80 % de la production provient des combustibles fossiles. Lorsqu'ils sont brûlés, ces combustibles émettent du dioxyde de carbone (CO₂), qui constitue le principal gaz à effet de serre. À l'avenir, le secteur énergétique européen devra donc réduire l'utilisation des combustibles fossiles et recourir davantage à des sources d'énergie à faible intensité de carbone.

L'Europe doit agir de concert

L'importance que les pays de l'UE accordent au secteur de l'énergie ne date pas d'hier. Cet intérêt s'est manifesté juste après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les pères fondateurs de l'Europe sont convenus de «mettre les moyens de la guerre au service de la paix», selon les propos de Jean Monnet. Ainsi, le charbon et l'acier, d'une part, et l'énergie nucléaire, d'autre part, ont été à la base des premiers traités européens: la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui a été intégrée à la politique de l'UE en 2002, et le traité Euratom sur l'énergie atomique, toujours en vigueur.

Dès les années 60, les États européens ont compris le besoin de coopérer pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie. Ils ont donc mis en commun leurs stocks de pétrole stratégiques et établi une procédure de gestion des crises. Aujourd'hui, la politique de l'énergie a également un impact sur de nombreux autres domaines: l'industrie, l'environnement, les transports, la recherche et l'innovation, et même les relations extérieures.

Les objectifs de l'Europe

L'Union européenne a les pouvoirs et les instruments nécessaires pour mettre en place une politique énergétique permettant:

- de garantir son approvisionnement énergétique;
- de s'assurer que les prix de l'énergie ne sont pas un frein à sa compétitivité;
- de protéger l'environnement et en particulier de lutter contre le changement climatique;
- d'améliorer les réseaux énergétiques.

Les États membres sont libres de développer les sources d'énergie de leur choix. Ils doivent toutefois tenir compte des objectifs de l'UE en matière d'énergies renouvelables.

Un marché unique d'un demi-milliard d'Européens.



Comment procède l'UE?

Une stratégie européenne de l'énergie

L'Europe possède peu de réserves énergétiques, elle doit donc importer actuellement plus de la moitié de son énergie et accepter les prix fixés par les marchés mondiaux, voire par les différents pays exportateurs. Pour réduire efficacement la facture énergétique, il faut réduire la quantité d'énergie que nous consommons. Cela peut sembler évident, mais est-il possible de moins consommer tout en conservant notre qualité de vie et notre confort?

Économiser l'énergie

Même si ce n'est pas facile, nous pouvons réduire notre consommation énergétique en consommant mieux et de manière plus efficace. Une solution bénéfique pour tous est possible: nous pouvons réduire les émissions de CO₂, créer de nouveaux emplois et réaliser des économies en diminuant notre dépendance vis-à-vis des importations d'énergie. Nous pouvons également exporter notre savoir-faire. L'efficacité énergétique fait donc partie des objectifs essentiels de l'Union européenne pour 2020. Les dirigeants européens ont décidé qu'il fallait, d'ici à 2020, réduire notre consommation totale d'énergie de 20 % par rapport aux niveaux de 1990. Cette baisse considérable revient à arrêter plus de 400 centrales électriques. Pour y parvenir, l'Union européenne doit inciter ses États membres à mettre un terme au gaspillage d'énergie lié

à l'utilisation des appareils électriques, à l'industrie et au transport. Les bâtiments sont également un secteur clé, puisque nous y consommons 40 % de notre énergie et qu'ils émettent 36 % de tous les gaz à effet de serre dans l'UE, dont 80 % sous forme de chaleur.

La directive sur l'efficacité énergétique, adoptée en 2012, aidera l'UE à atteindre ces objectifs et à exploiter toutes les possibilités en la matière. Cette législation transversale introduit des mesures dans tous les grands secteurs économiques et prévoit de nouveaux objectifs et audits énergétiques, ainsi que des objectifs en matière de récupération de la chaleur et de performance énergétique. En 2014, la Commission européenne évaluera si l'UE est en bonne voie pour atteindre son objectif de 20 % et suggérera la meilleure marche à suivre.

Tous les pays de l'UE ont dû définir des objectifs indicatifs en matière d'efficacité énergétique pour 2020 et préciser comment ils prévoyaient de les atteindre. Compte tenu du climat économique difficile, l'UE doit tout mettre en œuvre pour encourager les investissements et les actions concrètes dans le secteur de l'efficacité énergétique. Même si les investissements dans ce domaine deviennent rapidement rentables et contribuent à stimuler d'autres investissements, les fonds doivent tout de même être avancés. Avec son budget et ses institutions financières, l'Union européenne peut

*Le défi de l'Europe:
consommer moins
tout en conservant
notre qualité de vie.*



aider ses États membres à financer leurs plans en faveur de l'efficacité énergétique. Elle met à disposition des fonds importants au cours de la période 2014-2020 pour accroître les investissements dans ce domaine (23 milliards d'euros provenant des seuls Fonds structurels). De plus, l'efficacité énergétique est en train de devenir un secteur important de la recherche et de l'innovation dans le cadre du nouveau programme Horizon 2020 (voir ci-après).

Un véritable marché européen de l'énergie

L'électricité et le gaz peuvent en principe circuler librement à travers les réseaux qui quadrillent le territoire européen. Le marché européen unique de l'énergie met tous les producteurs et fournisseurs en concurrence. Il est donc possible, en théorie, d'acheter et de vendre de l'électricité et du gaz où on le souhaite, afin d'obtenir une énergie de qualité au prix le plus juste. Mais ce marché de 500 millions de consommateurs n'est pas encore devenu réalité, car de nombreuses règles nationales entravent encore le développement des entreprises transfrontières. Les prix du gaz et de l'électricité pour les entreprises, fixés par les gouvernements, en sont un exemple. Il arrive également que certains acteurs aient un accès privilégié et inéquitable aux réseaux. En conséquence, les investisseurs hésitent, faute de perspectives prometteuses. La régénération des centrales électriques devenues vétustes pourrait ainsi être repoussée. Il faut donc renforcer la concurrence et mettre en place des règles communes pour une utilisation équitable des réseaux. L'Union européenne a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine, tant pour définir les règles communes que pour soumettre les marchés à une surveillance

stricte afin d'empêcher certains acteurs d'exploiter injustement toute forme de monopole.

Des réseaux énergétiques modernes

Il faut moderniser et développer les réseaux énergétiques, pour faire face à la croissance de la demande, mais aussi pour diversifier les ressources existantes et fluidifier le marché. Au cours des dix prochaines années, d'énormes investissements, de l'ordre de 1 000 milliards d'euros, devront être réalisés. Dans ce domaine, l'UE peut aider les États membres, puisqu'il est dans l'intérêt de chacun de développer des lignes à haute tension et des gazoducs transnationaux, et de stocker de l'énergie. Les réseaux électriques à haute tension, construits au départ pour relier les grandes centrales électriques aux zones de consommation voisines, doivent également être reliés aux centrales produisant par intermittence de l'électricité à partir de sources renouvelables. Enfin, les réseaux de distribution doivent permettre une utilisation plus flexible de l'électricité, afin de pouvoir mieux gérer les pics de consommation, et composer avec la microproduction individuelle (panneaux solaires, par exemple).

Toutefois, l'attente en vue d'obtenir les permis nécessaires pour les projets de réseaux est encore trop longue. L'Union européenne encourage donc le développement et la modernisation des réseaux énergétiques afin d'accélérer la construction des «chaînon manquant», surtout à l'est de l'Europe. Son rôle ne se limite pas à coordonner l'ensemble: elle peut parfois donner un coup de pouce financier à certains projets qui sont essentiels, mais économiquement trop risqués pour des entreprises et des pays agissant isolément.



Les entreprises, les services publics et les citoyens européens doivent pouvoir bénéficier d'une énergie sûre et fiable.

Les consommateurs au centre des préoccupations

L'objectif final de la politique énergétique de l'UE est de profiter aux consommateurs, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, petites ou grandes. Les consommateurs doivent être mieux informés de leurs droits afin de tirer pleinement avantage des possibilités offertes par le marché intérieur de l'énergie. Ils doivent, par exemple, pouvoir changer facilement de fournisseur, recevoir des factures et des offres claires et comparables, connaître l'origine de leur électricité et recevoir des informations sur leur consommation à tout moment. Les technologies de l'information et les télécommunications vont prendre une place de plus en plus importante dans le secteur de l'énergie et permettre une plus grande participation des consommateurs. Seule une réglementation au niveau européen permettra à tous les consommateurs d'être sur un pied d'égalité et de profiter des économies d'échelle réalisées par l'industrie. L'Europe doit donc introduire les règles nécessaires, notamment en matière de protection des données provenant des compteurs de gaz et d'électricité. Les consommateurs doivent aussi avoir accès à des équipements plus économes en énergie et pouvoir connaître leur consommation réelle de manière à les acheter en toute connaissance de cause. Les entreprises doivent pouvoir acheter leur énergie de la manière la plus sûre et la moins coûteuse possible. Seule une véritable concurrence peut permettre des prix justes, qui ne sont ni trop élevés ni trop bas, afin d'encourager les investissements dans la production d'énergie.

La sécurité: un enjeu fondamental pour les Européens

La politique énergétique de l'UE doit aussi garantir aux citoyens la sécurité de la production et du transport de l'énergie. Les États membres sont conscients de l'intérêt de coordonner, voire d'harmoniser au niveau européen, les normes de sécurité des centrales électriques critiques. L'accident de Fukushima, au Japon, illustre parfaitement l'importance de la sûreté nucléaire. L'Union européenne doit, par conséquent, définir les normes de sécurité les plus élevées pour la sûreté des centrales nucléaires européennes et la gestion des déchets nucléaires. Les normes de l'UE destinées à protéger la population et les employés du secteur nucléaire contre les rayonnements radioactifs s'appliquent désormais dans toute l'Europe. Enfin, l'Europe doit continuer à garantir que l'utilisation de matières nucléaires sur son territoire ne contribue pas au trafic illicite ni à la prolifération des armes nucléaires.

À la pointe des technologies sobres en carbone

Pour produire de l'énergie sans émettre de CO₂, une révolution technologique s'impose en Europe. En 2013, la Commission européenne a proposé une mise à jour du plan stratégique de l'UE en faveur des technologies énergétiques à faibles émissions de carbone. Pour relever les nouveaux défis sur le marché mondial de l'énergie, l'Union européenne donne la priorité à la recherche et à l'innovation énergétiques, de manière à garantir l'intégration des technologies sobres en carbone dans le système énergétique et à commercialiser de nouveaux produits avec un bon rapport coût/efficacité.

L'objectif est de réunir les industriels des secteurs concernés pour qu'ils travaillent ensemble avec l'aide de l'UE. Certaines initiatives industrielles portent sur la production et les sources d'énergie, comme les biocarburants, l'énergie éolienne, solaire et nucléaire, ainsi que sur les piles à combustible et l'utilisation de l'hydrogène. D'autres concernent une meilleure gestion de l'énergie dans les «villes intelligentes», le captage et le stockage souterrains du CO₂ ainsi que les réseaux électriques du futur. Le but est de rendre ces nouvelles technologies abordables et rentables pour pouvoir remplacer, à terme, les technologies actuelles et diminuer les émissions de CO₂ du secteur énergétique européen. Seul un effort coordonné au niveau européen permettra d'atteindre cet objectif tant les coûts financiers sont élevés.

Une diplomatie énergétique

En tant que premier marché régional au monde, l'Europe doit faire valoir ses intérêts sur la scène internationale afin de garantir la sécurité de son approvisionnement énergétique. Sa taille ainsi que sa dépendance vis-à-vis du monde extérieur ne lui laissent pas d'autres choix, en particulier à l'heure où la course aux ressources énergétiques s'accélère dans le monde. Le problème est que les pays européens ont toujours eu des difficultés à parler d'une seule voix. Mais il est essentiel qu'ils fassent bloc pour avoir une plus grande influence sur les grands pays producteurs et consommateurs d'énergie. L'Europe doit garantir la sécurité du transport de l'énergie en provenance de ses fournisseurs de gaz et de pétrole. L'énergie doit également être intégrée dans les politiques extérieures européennes, dont celles concernant l'aide au développement, le commerce et les accords de coopération bilatéraux. C'est aussi un moyen de soutenir les exportations des technologies européennes de pointe.

D'OU PROVIENNENT LE PÉTROLE ET LE GAZ IMPORTÉS EN EUROPE?



Source: Commission européenne.

Une prise de décision démocratique

La politique énergétique de l'UE concerne tous les Européens. La législation européenne a en effet une grande influence sur les législations nationales, notamment dans le secteur de l'énergie. Le Parlement européen (dont les députés sont élus tous les cinq ans directement par les citoyens de l'UE) et le Conseil de ministres de l'Union européenne (représentant les gouvernements nationaux) adoptent ensemble la législation de l'UE sur l'énergie, sauf celle concernant le nucléaire et la fiscalité énergétique, que le Conseil de ministres adopte seul. Les États membres sont associés à l'élaboration des textes législatifs à un stade précoce, par l'intermédiaire de comités d'experts nationaux. Les organisations professionnelles et la société civile participent à ce processus transparent, en donnant leur avis à travers diverses étapes de consultation.

Les actions mises en œuvre

Responsabiliser les consommateurs et stimuler le secteur de l'énergie

L'Union européenne fournit aux consommateurs européens une protection d'un niveau sans précédent: elle protège les consommateurs vulnérables, renforce les pouvoirs de contrôle et de sanction des autorités de surveillance et rend les factures plus faciles à comprendre. Mais la véritable révolution réside dans les compteurs et réseaux «intelligents», qui devraient permettre aux consommateurs d'être plus prévoyants. Non seulement les factures seront fondées sur la consommation réelle, mais les clients pourront également connaître leur consommation à tout moment, et donc agir pour mieux consommer. L'Union européenne met en place les garde-fous nécessaires pour assurer le respect de la vie privée des citoyens lorsque des informations sont recueillies à partir des compteurs intelligents.

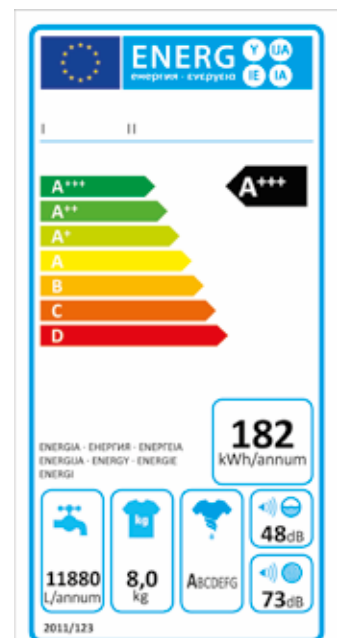
L'étiquetage énergétique mis en place par l'Union européenne permet aux consommateurs d'acheter des appareils électriques en toute connaissance de cause. Cet étiquetage s'applique désormais à de nombreux appareils électroménagers, électriques et bureautiques. Il a encouragé les fabricants à proposer des produits plus économes en énergie, faisant baisser ainsi les factures, car le prix total d'un produit ne comprend pas seulement son prix d'achat, mais aussi celui de son utilisation.

Diminuer les factures d'énergie

Grâce à la suppression des monopoles dans les marchés de l'électricité et du gaz, les consommateurs sont désormais libres de choisir leurs fournisseurs d'énergie. Selon une étude récente, plus de 13 milliards d'euros pourraient être économisés, soit 100 euros par foyer et par an, en changeant de fournisseurs d'électricité et de gaz. Les entreprises ont été les premières à pouvoir choisir leurs fournisseurs. L'énergie représente une part considérable des coûts de production des entreprises, petites et grandes, dans les principaux secteurs d'activité. La mise en concurrence des fournisseurs d'énergie a élargi l'offre, amélioré la qualité générale du service et maintenu les prix aussi bas que possible.

L'UE a contribué à l'établissement de nouvelles autorités nationales dans chacun de ses États membres, appelées communément «régulateurs», afin de garantir une concurrence loyale. Leur mission consiste à superviser le système et à s'assurer que les entreprises du secteur de l'énergie respectent les règles. Elles disposent de pouvoirs étendus pour sanctionner les pratiques anticoncurrentielles et permettre aux consommateurs de faire le meilleur choix possible. Les régulateurs fixent les tarifs de transport de l'énergie de manière aussi équitable que possible afin de permettre une rémunération correcte des opérateurs de réseaux et de les inciter à investir, sans que cela se répercute sur les factures des consommateurs finals. Toutefois, les prix de l'énergie ne baisseront pas nécessairement, car ils dépendent en partie des cours mondiaux des carburants, dont le pétrole, le charbon et le gaz, qui sont impossibles à maîtriser. Réduire sa consommation est donc une façon efficace de diminuer sa facture d'énergie. Si les objectifs européens en matière d'économies d'énergie sont atteints d'ici à 2020, chaque foyer européen réalisera une économie d'environ 1 000 euros par an.

Grâce à l'étiquetage énergétique, on peut maintenant choisir ses appareils électriques en toute connaissance de cause.



Garantir l'approvisionnement énergétique de l'Europe

En Europe, les grandes coupures d'électricité sont rares de nos jours, en partie grâce à la coopération entre les opérateurs de réseaux instaurée par l'Union européenne. Toutefois, l'Europe importe 67 % de son gaz, qui vient parfois de très loin. Une rupture d'approvisionnement pour des raisons qui échappent à son contrôle peut avoir de graves conséquences. Afin d'éviter les pénuries, l'UE possède donc un mécanisme de solidarité très élaboré, qui permet d'accéder aux stocks de pétrole et de gaz. Mais mieux vaut prévenir que guérir: l'UE a établi son propre observatoire du marché de l'énergie et a même mis en place un système d'alerte précoce avec la Russie et d'autres grands pays producteurs et de transit.

En octobre 2014, la Commission a publié un rapport sur la résilience du système gazier européen. Ce rapport évalue les conséquences d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en gaz dans différents pays européens. La principale recommandation est que les pays de l'UE doivent coopérer et permettre aux forces du marché de fonctionner là où c'est possible. Cette approche de coopération pourrait limiter de manière considérable les répercussions des ruptures d'approvisionnement dans les pays les plus touchés.

Le «paquet hivernal» entre la Russie et l'Ukraine

À la fin du mois d'octobre 2014, la Russie et l'Ukraine ont conclu un accord de 4,6 milliards de dollars, la Commission européenne agissant comme modératrice. Cet accord devrait garantir aux Ukrainiens (et en définitive, aux Européens) de pouvoir se chauffer correctement durant l'hiver 2014/2015.

Une plus grande solidarité entre pays européens diminue les risques de pénurie de gaz ou de coupure d'électricité.

Le cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030

La Commission européenne a présenté un nouveau cadre de l'UE pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030. La proposition prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport aux niveaux de 1990, objectif contraignant visant à porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 % de la consommation totale, des ambitions renouvelées pour les politiques d'efficacité énergétique, un nouveau système de gouvernance et un ensemble de nouveaux indicateurs pour garantir un approvisionnement énergétique sûr et compétitif.

Stimuler le secteur énergétique

La concurrence entre opérateurs d'électricité et de gaz a bouleversé le secteur de l'énergie. De nouveaux métiers ont fait leur apparition (négociateurs, consultants, auditeurs), et le secteur recourt de plus en plus aux technologies de l'information et de la communication. De nouveaux opérateurs ont fait leur entrée sur les marchés nationaux et nombre d'entre eux ont maintenant une dimension européenne. Attirer de nouveaux clients nécessite d'innover pour créer de nouveaux produits à des prix compétitifs et gagner ainsi en efficacité. L'Union européenne a mis en place des mesures prioritaires et d'incitation afin de favoriser de nouvelles sources d'énergie dans la production d'électricité, de biocarburants et de chaleur, ainsi que la production combinée de chaleur et d'électricité.



L'essor des sources renouvelables

L'UE s'est fixé comme objectif de porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation totale de l'UE d'ici à 2020 (et à au moins 27 % d'ici à 2030). La promotion de cet objectif dans toute l'Europe a donné lieu à une augmentation spectaculaire de la capacité de production des sources d'énergies renouvelables. En 2011, plus de 100 gigawatts de panneaux solaires ont été installés dans le monde, dont 70 % dans l'UE. La production d'énergies renouvelables de l'UE contribue à réduire les importations de combustibles fossiles d'environ 400 milliards d'euros chaque année.

La croissance du marché des énergies renouvelables en Europe a réduit considérablement le coût des technologies renouvelables: le coût des panneaux solaires a, par exemple, baissé de 70 % au cours des sept dernières années.

Les énergies renouvelables font également partie du secteur en pleine croissance des technologies «vertes», qui emploie de plus en plus de personnes en Europe. En 2011, 1,2 million de personnes occupaient un poste lié aux énergies renouvelables. Le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique devrait employer plus de 4 millions de personnes dans l'UE d'ici à 2020.

Les énergies renouvelables sont au cœur de la stratégie énergétique européenne à long terme, car elles contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les importations d'énergie, rendant ainsi l'Europe plus autonome. Ce secteur économique en plein essor contribue à l'avance technologique de l'UE, tout en permettant aux pays de l'UE et à leurs régions de créer des «emplois verts» et de réaliser des exportations à haute valeur ajoutée.

L'efficacité énergétique: un marché prometteur

Investir davantage dans l'efficacité énergétique stimule la croissance. Isoler les logements, installer de nouveaux équipements consommant moins d'énergie, rénover les bâtiments, effectuer des audits: toutes ces activités favorisent l'activité économique. Selon les estimations, la réalisation des objectifs européens en matière d'économies d'énergie pourrait créer 2 millions d'emplois d'ici à 2020. Un investissement de 24 milliards d'euros par an dans l'isolation, la gestion énergétique et les systèmes de contrôle, par exemple, pourrait faire baisser la facture énergétique globale d'environ 38 milliards d'euros d'ici à 2020.

L'UE s'est fixé pour objectif de rendre tous les nouveaux bâtiments presque entièrement passifs d'ici à la fin de la décennie, ce qui réduira considérablement la consommation et les factures énergétiques. Ces bâtiments, peu gourmands en énergie, pourront être alimentés par des énergies renouvelables, réduisant ainsi les émissions.

La directive sur la performance énergétique des bâtiments impose aux pays de l'UE d'établir un système de certificats de performance énergétique pour les bâtiments, qui comprennent des recommandations pour une meilleure efficacité énergétique. Ces labels suivent généralement un schéma de «A» à «G» semblable aux labels énergétiques de l'UE pour les appareils tels que les réfrigérateurs, «A» étant la meilleure classe énergétique. Les certificats de performance énergétique fournissent aux consommateurs des informations sur leurs factures énergétiques, leur permettant ainsi de comparer les offres et de mieux négocier les loyers. Il a été démontré que l'amélioration de l'efficacité énergétique d'une classe (par exemple de «G» à «F») augmentait le prix d'une maison ou d'un appartement d'au moins 4 %.

Atteindre les objectifs européens en matière d'économies d'énergie pourrait permettre de créer 2 millions d'emplois d'ici à 2020.



Le logo «Energy Star» permet aux consommateurs de repérer les appareils ayant un excellent rendement énergétique.



De plus, une augmentation du taux de rénovation des bâtiments favoriserait également de manière considérable la création d'emplois et la compétitivité dans les secteurs de la construction et des services énergétiques. La rénovation de bâtiments existants offre également la possibilité de stimuler l'innovation.

Dorénavant, les fournisseurs d'énergie doivent réaliser des économies d'énergie pour leurs clients. Le modèle économique des compagnies de services énergétiques devra être étendu à toute l'Europe. Ces entreprises se voient confier la tâche de fournir des services énergétiques (éclairage, chauffage, climatisation et approvisionnement en électricité), à condition qu'elles investissent dans des équipements performants et qu'elles récoltent les fruits des économies d'énergie réalisées.

L'UE réduit également la consommation énergétique en fixant des exigences en matière d'écoconception pour une large gamme d'appareils: téléviseurs, réfrigérateurs, lave-vaisselle, lave-linge, ventilateurs, congélateurs, luminaires, etc. Le changement le plus radical et le plus visible a été le remplacement, à grande échelle, des ampoules classiques par des ampoules basse consommation, qui dépensent jusqu'à cinq fois moins d'énergie.

En plus du label énergétique, le logo «Energy Star» que l'on trouve sur les équipements de bureau est la preuve visible que l'Union européenne encourage le commerce des produits économes en énergie. Depuis 2001, un accord avec les États-Unis permet d'indiquer l'efficacité énergétique de nombreux produits (ordinateurs, photocopieuses, imprimantes, écrans d'ordinateur, etc.) à l'aide du label. Le label énergétique et le logo «Energy Star» fournissent des informations précieuses aux autorités publiques lorsqu'elles font des achats en grandes quantités.

Augmenter l'efficacité énergétique par la recherche et l'innovation

Entretien avec Patrick Lambert, directeur de l'Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME)

Quelle est l'action de votre agence dans le domaine de l'énergie?

P.L.: Depuis janvier 2014, nous sommes chargés de lancer des appels concernant l'efficacité énergétique dans le cadre du programme Horizon 2020 (2014-2020), le successeur du programme-cadre pour la recherche et le développement. Nous soutenons des projets tout au long du cycle de recherche et d'innovation, y compris les activités de commercialisation pour faciliter la mise en œuvre des politiques, augmenter les niveaux de compétences et mobiliser les investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique. Nous continuons également à gérer les projets soutenus dans le cadre du programme «Énergie intelligente pour l'Europe» (2007-2013), afin de stimuler l'efficacité énergétique et l'utilisation des sources renouvelables. La Semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW) constitue chaque année le point d'orgue de nos activités de communication.

Pouvez-vous vraiment changer les mentalités, en une semaine?

P.L.: Plusieurs centaines d'événements ont lieu pendant les Semaines européennes de l'énergie durable dans toute l'Union européenne, dont une centaine à Bruxelles. Nous voulons encourager les citoyens et les entreprises à s'engager davantage et à provoquer un effet boule de neige en les incitant à reproduire les projets et les bonnes pratiques à travers l'Europe. Nos prix annuels pour l'énergie durable en sont la vitrine et constituent une motivation supplémentaire pour les parties prenantes.

La législation ne suffit-elle pas?

P.L.: La législation est importante, mais il faut aussi des actions sur le terrain pour qu'elle devienne une réalité dans la vie des gens. Par exemple, la législation européenne sur la performance énergétique des bâtiments ne pourra pas être mise en œuvre si les acteurs de ce secteur, dont les consommateurs, ne sont pas suffisamment informés et qualifiés.

Lutter contre le changement climatique

Dans le cadre des négociations internationales sur le climat, l'Europe s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % d'ici à 2020 par rapport aux niveaux de 1990 et, dans certaines conditions, à porter ce chiffre à 85 %, voire à 95 %, d'ici à 2050. Le secteur de l'énergie devra fournir la plus grande partie de l'effort, car il représente 80 % des émissions de gaz à effet de serre de l'UE. Si l'Europe continue à atteindre ses objectifs au rythme actuel, elle dépassera son objectif actuel de 20 % pour parvenir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 25 % d'ici à 2020.

La mise en œuvre des politiques de l'énergie et du climat de l'UE concerne tous les niveaux de décision: local, régional, national ou européen. Ainsi, l'Union européenne a lancé l'initiative de la convention des maires en 2009. Les villes signataires se sont engagées à aller plus loin que les objectifs européens. Elles sont aujourd'hui 4 000, représentant plus de 160 millions d'habitants, pour un potentiel de réduction de 164 millions de tonnes d'émission de CO₂, soit l'équivalent des émissions de la Hongrie, du Portugal et de la Suède réunis.

La place de l'Europe sur l'échiquier mondial

L'Union européenne a instauré un dialogue permanent sur les questions énergétiques avec ses principaux fournisseurs — la Norvège, la Russie, les États du Golfe et l'OPEP —, mais aussi avec d'autres pays ou régions qui jouent un rôle important sur la scène énergétique mondiale, à savoir le Brésil, la Chine, l'Inde, les États-Unis, l'Afrique et la Méditerranée. Elle a lancé de nombreux programmes de coopération et d'aide dans ce domaine à travers le monde. Elle coopère activement avec des organisations telles que l'Agence internationale de l'énergie, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Forum international sur l'énergie. L'UE s'est associée à l'initiative «Énergie durable pour tous», lancée en 2011 par les Nations unies, afin de permettre à 500 millions de personnes supplémentaires d'accéder à l'énergie durable dans les pays en développement d'ici à 2030. Plus près de ses frontières, elle a signé le traité instituant la Communauté de l'énergie, afin d'intégrer progressivement les marchés de l'énergie des pays du sud-est de l'Europe, de la Moldavie et de l'Ukraine, en se fondant sur les règles de l'UE relatives à l'énergie, à la concurrence et à l'environnement. L'énergie est également un élément clé de la politique européenne de voisinage avec des pays du sud et de l'est de l'Europe, l'accent étant mis sur l'efficacité énergétique et la promotion des sources d'énergies renouvelables.



L'UE participe à de nombreux programmes internationaux qui lui permettent de diffuser son savoir-faire en matière d'énergies renouvelables.

Les travaux en cours

2020 et au-delà: bâtir une union de l'énergie

À l'échelle internationale, nous devons composer avec un accès de plus en plus difficile aux ressources minérales de la planète. Le pétrole sera beaucoup plus cher et plus difficile à extraire. Il existe certes de nouvelles réserves de gaz de schiste et de schiste bitumineux, mais de nombreuses contraintes environnementales entravent leur extraction. L'extraction des matières premières nécessite de plus en plus d'énergie, car les mines sont de moins en moins concentrées en minerai. La géopolitique va donc avoir une influence croissante sur l'accès aux sources d'énergie. Pour l'Europe, il est urgent de repenser entièrement la question de la sécurité de notre approvisionnement énergétique. Ces dernières années, l'UE a donc énormément investi dans la diversification de ses sources et routes d'approvisionnement. Le corridor gazier sud-européen, qui doit permettre à l'Europe d'accéder à d'importantes ressources de gaz dans la région de la mer Caspienne, est l'un de ces projets.

Une politique énergétique stable à long terme

L'Europe est face à un défi complexe: le besoin de garantir un accès aux sources d'énergie importées, tout en assurant une énergie au meilleur prix possible et en préservant l'environnement. Fidèle à ses engagements internationaux, l'Union européenne est déjà sur la voie qui la mènera à une société sobre en carbone d'ici à 2050. Ainsi, sa feuille de route à l'horizon 2050 a suscité un débat sur la meilleure manière de répondre aux besoins croissants en énergie à un prix abordable, tout en maintenant les émissions de gaz à effet de serre au minimum. Cependant, étant donné que la capacité énergétique d'un grand nombre de centrales électriques vétustes devra être remplacée dans les 30 à 40 prochaines années, l'UE a besoin d'attirer de nouveaux investisseurs en leur fournissant un cadre réglementaire clair et stable.



L'UE continue à investir massivement pour diversifier ses sources et routes d'approvisionnement.



La ville du futur émettra peu de carbone, tout en assurant de meilleurs services à un nombre croissant d'habitants.

Améliorer notre sécurité énergétique

Face à la crise politique en Ukraine et compte tenu de l'importance globale de garantir à l'économie et aux citoyens européens un approvisionnement stable et suffisant en énergie, la Commission a présenté en mai 2014 une stratégie pour la sécurité énergétique. Cette stratégie a pour objectif principal de définir des moyens de réduire la dépendance énergétique de l'UE et d'accroître sa sécurité dans ce domaine. Elle vise à diversifier les sources d'approvisionnement externe en énergie, à moderniser les infrastructures énergétiques, à accroître la production d'énergie dans l'UE, à réaliser le marché intérieur de l'énergie et à modérer la demande en énergie. Elle prévoit également de renforcer la coordination des décisions prises dans le cadre des politiques énergétiques nationales.

:

Les Conseils européens de juin et d'octobre 2014 ont approuvé la stratégie de la Commission et sont convenus de mettre en œuvre des mesures à court terme pour accroître la sécurité énergétique de l'UE à l'approche de l'hiver.

Une stratégie à long terme: le cadre à l'horizon 2030

Si l'UE veut évoluer vers une société sobre en carbone, elle doit avoir une vision claire sur le long terme. Le Conseil européen a adopté la proposition de la Commission européenne concernant de nouveaux objectifs pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030. Le but de cette stratégie est d'offrir plus de garanties aux investisseurs, notamment pour les projets d'infrastructure à long terme, de guider les pays de l'UE dans l'élaboration des politiques nationales et d'aider l'UE à contribuer de manière constructive aux négociations pour un nouvel accord international sur le climat en 2015. Elle vise également à réduire notre dépendance aux importations de combustibles fossiles, à rendre l'économie de l'UE plus efficace dans l'utilisation des ressources et de l'énergie (et plus sobre en carbone) et à augmenter les investissements dans l'économie de l'UE, favorisant ainsi le développement de nouveaux secteurs, de nouvelles technologies et de nouveaux emplois.

Une politique énergétique plus européenne

Seule l'intégration européenne peut permettre de faire face à ces défis à long terme: les décisions d'un seul État membre ont des conséquences sur tous les autres. La modernisation du système énergétique et le développement de nouvelles solutions technologiques posent toutefois d'énormes problèmes financiers. Seule une collaboration au niveau européen peut permettre aux fonds publics d'orienter les investissements vers des technologies d'avenir encore trop risquées pour

des investisseurs nationaux isolés. Dans cette période de transition vers un monde plus propre, les États membres doivent se mettre d'accord sur les priorités en matière d'énergie pour mieux coordonner leurs activités et parler d'une seule voix à l'extérieur. Pour résumer, une politique énergétique véritablement commune est la seule solution durable pour l'avenir.

Économies d'énergie: un objectif plus ambitieux pour 2030

Sur la base d'une proposition de la Commission, le Conseil européen a adopté en octobre 2014 un nouvel objectif européen, celui d'accroître l'efficacité énergétique d'au moins 27 % d'ici à 2030. Cela permettra d'offrir de nouveaux débouchés aux entreprises et de garantir des factures raisonnables aux citoyens, de renforcer la sécurité énergétique en réduisant de manière significative les importations de gaz naturel et de mieux protéger l'environnement.

L'objectif se fonde sur les avancées déjà enregistrées: les nouveaux bâtiments consomment moitié moins d'énergie que dans les années 1980, et l'intensité énergétique du secteur industriel est inférieure de près de 19 % au niveau de 2001.

Dans les années à venir, l'énergie continuera à faire figure de priorité. Le Conseil européen a notamment souligné l'importance de l'efficacité énergétique et du besoin de stimuler la production nationale. Il a également mis l'accent sur la nécessité de rendre le marché européen de l'énergie pleinement opérationnel et interconnecté, sur la base d'une approche régionale. Il faut pour cela améliorer la transparence du marché gazier et remédier aux déficiences en matière d'infrastructures, de manière à mettre un terme à l'isolement des pays de l'UE par rapport aux réseaux de gaz et d'électricité.

En bref, une politique énergétique réellement européenne est la seule solution durable pour l'avenir.

En savoir plus

LÉGISLATION EUROPÉENNE SUR L'ÉNERGIE

► **Synthèse de la législation de l'Union européenne:** http://europa.eu/legislation_summaries/energy/index_fr.htm

STATISTIQUES EUROPÉENNES SUR L'ÉNERGIE

► **Energy trends up to 2050:** <http://ec.europa.eu/energy/en/statistics/energy-trends-2050>

STRATÉGIE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

► **2020 / 2030 / 2050 strategy:** <http://ec.europa.eu/energy/en/topics/energy-strategy>

POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE

► **Commission européenne — direction générale de l'énergie:** http://ec.europa.eu/energy/index_en.htm

